

Prométhée

Journal communiste militant

Numéro 71

mars 2008

Contribution à la construction du nouveau Parti pour le socialisme

La situation actuelle est marquée par un affrontement de classe centré sur des questions vitales pour la classe ouvrière, toutefois cet affrontement est freiné par l'absence de débouché politique perceptible. Cela confirme encore une fois cette vérité historique : pour défendre leurs intérêts de classe les travailleurs ont besoin d'un programme et pour défendre un programme il leur faut un parti. C'est pourquoi nous estimons tout à fait positive la proposition de la LCR de construire un nouveau parti anti-capitaliste, construction à laquelle nous sommes prêts à prendre part, en toute responsabilité.

Pour que le travail de construction du nouveau parti soit efficace il doit se dérouler sur des bases à la fois politique et non-sectaire.

Politique, car c'est bien d'un parti que les travailleurs ont besoin, et non d'une ONG. Pour que leur résistance sociale qui s'exprime d'abord sur le plan syndical se traduise par la constitution d'une opposition déterminée, forte, structurée et potentiellement majoritaire. Opposition aux représentants de la bourgeoisie qui nous gouvernent mais en même temps opposition à ceux qui se voulant plus modérés au moins dans les formes et les paroles, sous couvert de « démocratie » voire même de « socialisme », attendent le moment venu pour prendre le relais de la droite de gouvernement quand celle-ci sera trop usée ou discréditée pour garder dans ses seules mains les rênes du pouvoir.

Non-sectaire, car le parti à construire doit être à la fois une force avancée s'inscrivant clairement dans la perspective du socialisme, la seule qui permette de sortir de la logique impitoyable et destructrice d'un capitalisme à bout de souffle, et une organisation de masse ouverte à toutes les sensibilités réellement anti-capitalistes du mouvement ouvrier et populaire.

Certes la chose n'est pas simple à régler et le volontarisme n'est pas suffisant pour y parvenir. De nombreuses questions se posent dès à présent et d'autres surgiront dans le court et le moyen terme. Naturellement des débats convergents s'engagent et – espérons-le – se développeront aussi dans d'autres secteurs du mouvement révolutionnaire organisé ainsi que dans les organisations ouvrières traditionnelles.

Mais le fait est que pour participer dès à présent à ce chantier crucial, il n'est pas possible de rester à l'écart. Nous voulons

y participer pleinement. Dans le cadre de ce débat, nous soumettons à la discussion les questions suivantes, qui récapitulent de façon condensée, quelques problèmes politiques concrets de notre temps qui nous semblent incontournables.

Socialisme ou barbarie

L'approfondissement de la mondialisation capitaliste, le développement de la spéculation, la multiplication des crises financières, les guerres impérialistes, la destruction de la nature, la remise en cause de tous les acquis sociaux confirment plus que jamais la validité de l'analyse marxiste du mode de production capitaliste et de l'analyse léniniste de l'impérialisme comme période de « réaction sur toute la ligne ». Cela se traduit concrètement par un développement de toutes les contradictions de la société bourgeoise que l'impérialisme pousse jusqu'à leur extrême expression. Exportation de capital, militarisme, spéculations en tout genre, domination du capital financier sont l'expression des contradictions croissantes de l'accumulation du capital et des effets de la tendance à la baisse du taux de profit. C'est ainsi que les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, les progrès de la productivité du travail se retournent contre les intérêts de l'humanité. Dans le domaine politique le pillage impérialiste du marché mondial et le parasitisme rentier donnent leur base à la remise en cause de la démocratie, aux guerres et à la trahison des directions du mouvement ouvrier.

Prêt à tout pour défendre ses profits le capital menace les bases mêmes de la civilisation. Avec le militarisme et les attaques contre la nature le capital met en danger l'existence même de l'humanité. L'économie de marché, c'est-à-dire l'économie capitaliste, conduit à la catastrophe, autrement dit à la barbarie.

Tout ceci nous conforte dans notre conviction qu'il n'est de tâche plus essentielle que de militer pour une société débarrassée du capitalisme, une société dont la production soit ordonnée non par les exigences du capital mais par la satisfaction des besoins sociaux – bref de militer pour le socialisme.

C'est un fait : depuis le début des années 1980 (Thatcher, Reagan), le Capital a repris l'initiative politique. La

restauration du capitalisme dans les pays où il avait été exproprié durant la première partie du XX^e siècle a abouti à un renforcement considérable de la bourgeoisie internationale. La montée en puissance de la Chine le confirme.

Cependant – il faut insister sur ce point – ce renforcement conjoncturel ne peut redonner au système une nouvelle jeunesse. La multiplication des crises économiques (Asie du Sud-Est, Telecoms, subprimes...) suffit à le démontrer. Plus généralement, la montée des déficits en tous genres, la financiarisation à outrance indiquent clairement la direction : celle d'une conflagration économique majeure.

Dans ce cadre, pour défendre et accroître ses profits, le Capital conduit une politique de contre réformes dont l'objectif est la destruction de tous les acquis sociaux. Il s'agit pour lui de démanteler tout ce que les classes ouvrières avaient pu conquérir durant les « trente glorieuses ».

La politique de Sarkozy en est une claire illustration en ce qui concerne la France.

Enrayer l'affaiblissement du mouvement ouvrier organisé

Cette offensive du Capital est inséparable des processus d'affaiblissement, de perte de substance des différents segments du mouvement ouvrier auquel on assiste actuellement. On sait qu'un peu partout en Europe les organisations syndicales ont perdu une proportion considérable de leurs adhérents. Là où ils étaient puissants (Europe du Sud, notamment), les PC voient leur existence même remise en question. Quant aux PS, ils sont en général réduits à l'état de machine électorale largement coupés des forces vives de la classe ouvrière – ce qui leur facilite la prise en charge des pires aspects de la politique exigée par le Capital.

Le drame est que pour l'instant cet affaiblissement des vieilles organisations ne se combine que de façon très limitée à la reconstruction d'organisations nouvelles comme ce fut le cas à la fin des années 1960. Par exemple en Grande-Bretagne, l'opposition massive à la politique de Blair et Brown ne se concrétise pas en termes de nouvelle représentation politique ouvrière. Même en ce qui concerne la France, c'est un fait que pour l'instant, l'écho rencontré par la candidature d'Olivier Besancenot ne se matérialise que de façon limitée en termes organisationnels.

La question principale : Quelle classe détient le pouvoir ?

Le mouvement ouvrier qui émergera dans le futur ne saurait être la copie de ce qui existait dans la période précédente. Il intégrera nécessairement les leçons du XX^e siècle et sera façonné par la typologie du capitalisme du XXI^e siècle.

L'absence de « grain à moudre » qui caractérise notre période ne peut que lui donner un caractère bien plus radical, ouvertement anti-capitaliste. L'époque du trade-unionisme et du compromis entre les bourgeoisies et le stalinisme qui a caractérisé le mouvement ouvrier des « trente glorieuses » est définitivement révolue.

Favoriser l'émergence d'une avant-garde de masse, apte à combattre avec l'intransigeance nécessaire en défense du monde du Travail, nécessite évidemment de développer une réelle propagande anti-capitaliste, socialiste.

Elle nécessite aussi de répondre à la question du pouvoir, du gouvernement. A cette étape, le mot d'ordre « algébrique » de gouvernement anti-capitaliste nous semble répondre à cette nécessité. Évidemment, un tel gouvernement doit être compris comme celui permettant de mettre en œuvre la rupture avec l'économie de profit, la réalisation d'un plan de production restructurant la production en fonction des nécessités de la population laborieuse, de la jeunesse.

Par contre, il n'est ni possible ni nécessaire à cette étape de définir les contours précis, « arithmétiques » d'un tel gouvernement. Toutefois, une chose est certaine ce gouvernement ne peut être un gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie ou gérant loyalement les affaires pour le compte de cette dernière. En effet on ne peut d'un côté se réclamer de la lutte des classes et de l'autre participer à un gouvernement bourgeois ou le soutenir sous quelque prétexte que ce soit

Rupture avec l'Union européenne, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

Moins que jamais, à l'heure de la mondialisation, la question du gouvernement anti-capitaliste ne peut être isolée de celle de l'Europe des travailleurs, de celle des États-Unis Socialistes d'Europe.

Concernant la construction européenne nous estimons que les bourgeoisies européennes ne peuvent construire ni un impérialisme unifié européen ni un Etat fédéral supranational. L'analyse suivante de Trotsky n'a pas pris une seule ride : « *L'unification économique de l'Europe est une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient toutefois non aux gouvernements actuels mais aux masses populaires, conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les Etats-Unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation.* » (Oeuvres tome 23, page 175)

Certes, en réponse aux exigences de l'internationalisation du capital, les bourgeoisies européennes ont mis en place le marché et la monnaie uniques. Certes il y a des coopérations industrielles, en matière de politiques économiques. Certes, enfin, ces bourgeoisies ont mis en place une Commission européenne, une Banque centrale, pour cela elles ont démembré partiellement certaines compétences étatiques nationales pour les réorganiser au niveau supranational. Mais la réalité démontre qu'il n'y a pas convergence des intérêts des capitaux nationaux européens. L'association de capitaux, qui au demeurant n'est pas un phénomène uniquement entre capitaux européens, ne signifie nullement la fin de la concurrence entre eux et la construction européenne est en fait un cadre commun qui permet de mieux organiser cette concurrence au détriment des travailleurs et des populations. Dans le domaine politique, les bourgeoisies européennes ont montré depuis 50 ans leur incapacité à mettre en place un État européen. En effet, l'Etat n'est pas une somme de fonctions que la bourgeoisie pourrait à volonté réunir ou démembrer selon ses intérêts économiques et politiques. L'Etat est avant

tout un système de domination politique et joue un rôle indépassable dans la survie politique des bourgeoisies.

C'est donc aux travailleurs qu'il revient de réaliser l'unité européenne, mission qui passe d'abord par le combat pour l'abrogation de tous les traités européens (Rome, Maastricht, Amsterdam, Lisbonne) et la rupture avec l'Union Européenne.

Unité et indépendance de la classe ouvrière

Si tous les capitalistes sont en concurrence entre eux, ils ont des intérêts de classe communs. En effet, le taux de profit dépend de l'exploitation du travail total par le capital total. L'exploitation est donc un fait de classe. C'est pourquoi afin de résister à l'exploitation les travailleurs doivent mener un combat de classe, doivent se constituer en classe « pour soi », c'est-à-dire s'unir au sein de leurs organisations, surmontant ainsi les divisions introduites en leur sein par la bourgeoisie et les appareils. C'est ce qui fonde la nécessité de mener une politique permanente de front unique – dans la lignée des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste – qui peut prendre les formes les plus diverses mais qui, dans tous les cas doit concourir à l'unité et à l'indépendance de classe face au capital et à tous ses relais dans le mouvement ouvrier. Cette politique peut prendre les formes les plus diverses, notamment (mais pas uniquement) celles de l'unité des organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, SUD, FSU).

Il est aussi indispensable de rappeler l'importance de l'action à mener en défense de l'indépendance du mouvement ouvrier à une époque où le rapprochement entre syndicats et l'État capitaliste a pris l'ampleur qu'on sait (comme l'illustre actuellement le comportement des directions confédérales dans le mouvement de grève contre la remise en cause des régimes spéciaux de retraites). Il ne s'agit là que d'une matérialisation particulière du combat général à mener pour que le mouvement ouvrier rompe avec la bourgeoisie.

En conclusion : Construire un nouveau parti, un parti pour le socialisme

Pour conclure, ces différents éléments de réflexion nous semblent aujourd'hui centraux, même s'ils ne constituent pas pour autant un préalable au travail en commun dans le même cadre. Ces pistes de travail n'épuisent d'ailleurs pas la liste des sujets à débattre et ne donnent qu'une indication sur la façon dont ils peuvent être abordés. Toutefois trois conditions

seulement nous semblent incontournables pour aborder sur des bases justes et dans des conditions concrètement réalisables notre projet à tous :

a) L'indépendance de classe, nous démarquant catégoriquement sur le plan politique comme organisationnel de toutes les forces de la bourgeoisie ou inféodées à celle-ci.

b) La lutte pour la démocratie la plus totale dans les institutions de l'Etat, celle-ci ayant pour préalable la démocratie ouvrière dans nos propres organisations, à commencer par le Parti Pour le Socialisme dont nous sommes en train de jeter les premières bases.

c) L'internationalisme militant, les cadres nationaux étant aujourd'hui largement dépassés comme lieu de l'histoire – c'est-à-dire de la lutte des classes. Le socialisme se fera moins que jamais (et en France pas davantage qu'ailleurs) dans les limites d'un seul pays.

Au-delà de ces trois fondamentaux, qui sont les trois leçons principales du marxisme et de l'expérience du mouvement ouvrier, le nouveau parti ne doit poser aucun préalable à l'unité militante des masses ouvrières. Toute tentative de se constituer en chapelles délimitées par des credos purement idéologiques est une voie dangereuse où beaucoup de forces révolutionnaires à l'origine se sont épuisées et perdues au cours du siècle dernier.

Répetons-le : à cette étape, rien n'est plus essentiel que de s'inscrire dans les processus permettant d'avancer dans le sens de la reconstruction, la régénération du mouvement ouvrier. C'est ce qui fonde notre réflexion, sur la base des grandes orientations citées ci-dessus.

Depuis 1995 (candidature d'Arlette Laguiller), cette question a été au cœur des processus internes au mouvement ouvrier français, y compris sur le terrain électoral. Désormais, le relatif succès de la candidature d'Olivier Besancenot permet de poser la question en termes concrets.

A l'heure où le PCF – organisation dans laquelle la quasi totalité du collectif d'animation du Site Communiste Prométhée a milité plusieurs années – quitte progressivement la scène, c'est pour poursuivre efficacement notre engagement à agir pour « *démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire* » et pour « *l'organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique* » (1) que nous nous engageons dans la construction d'un nouveau parti, un parti pour le socialisme.

Bobigny, le 27 janvier 2008

1.- <http://perso.orange.gauchecomm/nous.htm>

Tribune publiée dans ROUGE du 7 mars 2008

Le groupe communiste Prométhée a pris la décision de s'inscrire dans le processus de construction du nouveau parti anticapitaliste initié par la LCR.

Un parti pour le monde du travail et la jeunesse : c'est possible, c'est nécessaire !

Le 6 mai 2007 Sarkozy était élu président. Depuis la bourgeoisie a engagé une véritable guerre sociale contre le monde du travail et la jeunesse. L'objectif est

clair : rattraper le retard accumulé sur ses rivales, en achevant brutalement un processus engagé il y a une vingtaine d'années.

Après la victoire au référendum de 2005 et celle contre la CPE en 2006 cette élection n'avait rien d'inévitable. La responsabilité en incombe d'abord à la direction du PS, à sa candidate et à leur campagne sur les thèmes de la droite « libérale ». Depuis, la direction de ce parti n'a eu de cesse de collaborer avec Sarkozy comme lors de la ratification du traité européen. Quant au PCF, il ne

lui reste plus qu'à courir après le PS, allant jusqu'à endosser la politique d'alliance avec le MODEM.

Les travailleurs ont donc besoin d'un authentique parti de lutte de classe. C'est d'autant plus important que, malgré les coups portés, à l'heure où ces lignes sont écrites, la possibilité d'une remobilisation du monde du travail existe (commerce, audiovisuel, etc.), sur fond de contradictions sérieuses au sommet de l'Etat (municipales à Neuilly, affaire de la Shoah, etc.) Les élections municipales s'annoncent comme une échéance importante, il est indispensable qu'à cette occasion émerge un courant anticapitaliste fort.

Contre l'Union européenne, pour l'unité socialiste européenne

Nombre d'attaques portées au monde du travail le sont au nom de « l'Europe ». C'est un fait : l'Union européenne (UE) constitue un ensemble inter-étatique dans lequel les bourgeoisies membres s'associent afin de remettre en cause les acquis sociaux, d'accentuer la concurrence des travailleurs de chaque pays contre les autres, d'organiser le dumping social.

Aucune politique de défense des acquis ne peut se faire en acceptant le cadre de l'UE de Rome à Lisbonne en passant par Maastricht. A l'opposé des diverses « solutions » réformistes (« démocratisation » de la Banque centrale) ou souverainistes, nous défendons la perspective de la rupture avec l'E, préalable à l'authentique unité d'une Europe débarrassée du fléau du capital.

Un parti pour l'unité contre Sarkozy-Parisot, un parti pour les luttes

Pour être le fer de lance de la résistance au

gouvernement et au MEDEF, ce parti devra combattre les directions du PS et du PCF. Mais il devra également défendre la plus stricte indépendance des syndicats vis-à-vis du MEDEF et du pouvoir. La grève en défense des régimes spéciaux de retraite a montré jusqu'où peut aller le syndicalisme d'accompagnement qui porte l'entière responsabilité de l'échec.

Cette nécessité de rompre avec le gouvernement reste d'une actualité brûlante. Comment défendre les retraites en acceptant de siéger dans des conférences cadrées par des « études » préconisant le passage à 41 annuités ? Comment défendre les acquis sociaux en participant à l'élaboration du calendrier des « réformes » sarkozystes et autres « diagnostics partagés » ? Ouvrir la voie à l'indispensable « Tous ensemble » ne peut se faire sans combattre la politique des Thibault, Mailly, Chérèque, Aschiéri, etc.

Gouvernement des travailleurs !

Tout montre qu'on ne peut défendre les acquis si on accepte les exigences de la course au profit, du capitalisme. C'est ce qui fonde la nécessité de militer pour un gouvernement des travailleurs. Seul ce type de gouvernement permettra de réorienter la production sur la base des besoins du plus grand nombre. Pour cela, un tel gouvernement s'attachera à réorganiser l'économie sans craindre de remettre en cause les privilèges de ceux au service desquels gouverne Sarkozy.

Refusant toute collaboration de classe, sous quelque prétexte que ce soit, le nouveau parti devra donc affirmer la nécessité d'en finir avec le capitalisme, ouvrir la perspectives du socialisme.

Retrouvez-nous sur internet : <http://perso.orange.fr/gauchecomm>

ou sur notre blog : <http://promcomm.wordpress.com>

Prennez contact avec nous, participez à notre activité : revue-communiste@voila.fr
revue-communiste@voila.fr ou Prométhée BP 33 – 93001 BOBIGNY Cedex

Aidez-nous : chèque à l'ordre de Prométhée ; CCP 19 360 42 Z Paris

Directeur de la publication : Emile Fabrol

ISSN : 1142-2254